Le Soir
PANORAMA
Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Syriza, une hirondelle sur l'Acropole

Par Maâmar FARAH
farahmadaure@gmail.com

La victoire de Syriza aux législatives grecques a fait trembler les «Etats» européens, ou ce qui en reste, face au pouvoir absolu des argentiers de la BCE. L'arrivée d'un mouvement politique radical de gauche, qui refuse le système bien installé d'une finance au service des puissants, brouille les pistes, déstabilise et inquiète. On parle alors de contagion et les yeux se tournent vers les autres mauvais élèves européens qui, sans atteindre le niveau de la Grèce, éprouvent les pires difficultés à s'adapter à des règles de plus en plus étouffantes.

Les peuples européens, engagés dans la course aux performances économiques, sont éprouvés par les difficultés sociales et les mille privations imposées par les plans d'austérité. Ils ne peuvent plus compter sur leurs Etats pour les tirer vers le haut car ces Etats ont perdu leur autonomie de décision et se comportent comme des administrations locales obéissant aux ordres d'un pouvoir supranational rigide. Ce pouvoir oriente les économies et les finances selon les besoins d'une minorité de décideurs et agit comme une secte maçonnique. Non, nous ne sommes pas des «illuminés» adeptes de la thèse du «complot», et la réalité est bien là. Il suffit de savoir l'observer.

La crise actuelle du capitalisme qui enfonce ces pays dans la gadoue de l'endettement montre, à l'évidence, que des gouvernements soi-disant «souverains» n'ont plus aucun pouvoir réel. Ils doivent s'incliner devant la puissance d'une… banque ! Et le comble du ridicule dans la crise grecque fut atteint lorsque l'ancien Premier ministre avait décidé de consulter son peuple pour savoir s'il fallait rester ou non dans la zone euro ! Les grands argentiers et les pouvoirs qu'ils ont mis en Allemagne et en France notamment, paniquèrent et convoquèrent tous les arguments, toutes les ficelles, toutes les menaces pour empêcher que ce vote se déroule.

Bon sang : où est la démocratie dont ils se prévalent ? Le référendum n'était-il plus l'un des moyens inventés par la démocratie pour consulter les peuples sur des questions ayant trait à leur avenir ? Non, vous rêvez si vous continuez de penser qu'il reste encore quelque chose appelée liberté dans cette marche forcée du capitalisme qui agonise mais ne veut pas mourir. Une agonie qui met des millions d'êtres humains en marge du progrès social et accentue les inégalités et les injustices. Dans un reportage de France 2 consacré à la Grèce en crise, Pujadas, le présentateur vedette du JT, interroge une ancienne employée d'Athènes, forcée au chômage, et qui vit grâce à la maigre pension de sa mère, une pension réduite de 30%. Intrigué par le fait qu'elle n'a pas de couverture sociale, le journaliste lui pose la question :

«Et quand vous êtes malade, comment faites-vous ?

- Je ne vais pas chez le médecin !»

La facture est lourde : les salaires étaient réduits de 30%, le SMIC abaissé à 600 euros, l'essence et le mazout augmentés de 100%, l'électricité, le gaz, les transports, de 50%. Autres résultats dramatiques : plus de 50.000 entreprises ont fermé leurs portes. Des familles qui vivaient à l'aise, se retrouvaient avec des allocations-chômage, les employés du secteur public n'étaient pas payés durant de longs mois… Ajoutez à cela une situation tragicomique : pour porter plainte devant la police, on devait payer 150 euros sinon la plainte n'était pas prise en charge. Les nouveaux impôts s'accumulaient. Même la télévision publique a dû fermer ses portes! Beaucoup de familles vivaient avec le strict minimum, sans chauffage, ni électricité. Il n'y avait plus de livres dans les écoles. Les universités s'étaient arrêtées jusqu'à nouvel ordre. Prisonnière de la fameuse «zone euro», la Grèce devait adopter de nouvelles mesures d'austérité en échange du nouveau plan d'aide de 130 milliards d'euros : baisse de 12 % des retraites supérieures à 1300 euros par mois ; une réduction de 22% du salaire minimum et de 32 % pour les jeunes de moins de 25 ans ; un gel des salaires pour certaines catégories de salariés jusqu'à ce que le taux de chômage tombe en dessous des 10 %.

Le capitalisme, boulimique par essence, exploiteur par nature, refuse de mourir dans le calme. En passant au stade financier global, à la faveur de la mondialisation qui l'aide à étendre son hégémonie, il a fait un super bond en avant dans… l'inconnu ! Il est contrôlé désormais par une minorité d'actionnaires qui produisent du… vent et se font des milliards de dollars par le jeu des placements, de la spéculation et du bluff. Comme au poker. Mais dans ce dernier jeu, il y a prise de risques. Ici, ils jouent gagnant-gagnant. Et, pour que la machine marche, il faut pousser les travailleurs à consommer plus. On leur facilite l'octroi de crédits pour le logement, la bagnole, les appareils électroménagers, les voyages, toute la panoplie du parfait bonheur capitaliste ! Sauf que, à force de pousser le système dans le sens d'une rentabilité maximum qui ne profitera qu'aux patrons des banques et à quelques traders, la machine s'enraye. C'est la fameuse crise des subprimes, grande débâcle du capitalisme financier qui a montré que toute démarche humaine qui crée et renforce les inégalités arrivera, un jour ou l'autre, à créer les causes de sa propre destruction. Cette première alerte, qui a laissé sur le carreau des centaines de milliers de familles et s'est parfois soldée par des suicides et des dépressions, avait semblé agir comme un clignotant rouge disant : « Attention ! Danger ! Revoyez le système ! Mettez-y un peu de bon sens, de réalisme, de justice, de solidarité, sinon il déraillera pour de bon !» Peine perdue. La tempête passera et les affaires reprennent. Mais les mêmes raisons produisent les mêmes effets. A un niveau plus élevé : ce sont désormais des pays entiers qui ploient sous le poids de la dette ! Cas d'école : la Grèce.

Mais on n'est pas arrivé là par hasard : en rentrant dans la zone euro, la Grèce s'engageait à mettre en branle une politique ultralibérale qui ne profitera qu'aux multinationales. Tout cela sous l'œil de la super-puissante BCE qui refuse d'aider les Etats déficitaires, les obligeant à aller chercher l'argent dans les marchés financiers. La dette augmente. Il n'y a aucune solution à l'horizon : prisonnière de la zone euro, la Grèce n'arrive pas à vendre ses produits, beaucoup plus chers que ceux des autres pays européens. Le déficit commercial aggrave la dette. En fin de compte, la Grèce donne tout à l'Europe sans rien recevoir et l'argent cédé par l'Union européenne revient à… 97% dans les caisses de la même UE !

C'est l'exemple parfait de ce qui arrive quand on ne défend pas l'intérêt national et la souveraineté d'un peuple embarqué malgré lui dans la mondialisation et son système économique le plus efficace : l'ultralibéralisme. Du temps de l'impérialisme historique, les grandes compagnies capitalistes utilisaient les armées et les administrations de leurs pays pour spolier nos terres, exploiter notre main-d'œuvre et piller nos richesses. La mondialisation leur offre tout cela et à moindre prix : les pouvoirs locaux sont désormais chargés de ce sale boulot.

Face au jeu stérile d'une démocratie bouffonne, faisant se relayer une Gauche et une Droite au service des mêmes argentiers, les peuples européens ont le choix entre le repli sur soi, autrement dit le retour du fascisme, ou la prise en charge de leur destin en revenant aux Etats-nations souverains, à la monnaie nationale et aux plans de développement au service des peuples. Mais tout dépendra de ce que fera Syriza et là, les vautours et leurs télés sont déjà à pied d'œuvre pour lui conseiller de rester les bras croisés afin de barrer la route de la liberté et du progrès au peuple grec qui a majoritairement exprimé son rejet du système euro inique !

M. F.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam

Si c'est oui, un battement de cils, si c'est non, trois ! Si c'est ni oui ni non, touillez le café dans le sens des aiguilles d'une montre !

Crash du handball algérien au Mondial de Doha. Que faut-il faire maintenant ? Nommer …

… Raouraoua à la tête de la fédé et Gourcuff entraîneur du 7 national !

Bien malin qui pourra me dire avec certitude certifiée que Boutef' est pour l'exploitation des gaz de schiste. Ou contre. D'ailleurs, je trouve hilarantes de contradiction les interprétations données par les différents titres de la presse après le «rendage public» de la supposée déclaration du Raïs sur cette question épineuse. Ils sont bien embêtés, les confrères ! Y a ceux qui rapportent que le châtelain aurait retenu l'idée d'un moratoire, lui faisant endosser la ritournelle déjà servie, vous savez celle qui se décline comme ça : «Le gaz de schiste n'est pas à l'ordre du jour.» Et il y a ceux qui affirment que le 1er Malade du pays est plus que jamais résolu à exploiter ces gaz, dût-il ensevelir vivants, sous les sables retournés, tous les contestataires d'In-Salah. Cet embarras, et ces conclusions pour le moins opposées sont… normaux. Vous comprenez, vous, lorsque Abdekka parle ? Moi, pas ! Avec toute la bonne volonté du monde, en tendant mes oreilles à m'en faire péter les tympans, rien ! Je n'arrive pas à saisir un iota intelligible dans les 3 secondes de son que nous diffusent la télé publique et ses succursales privées. Et je ne suis pas le seul à n'y comprendre goutte. J'ai ainsi appris que le taux de suicide national a fait un bond énorme ces derniers mois. Par quoi il a été boosté ? Par les traducteurs de la présidence. Beaucoup d'entre eux se seraient donné la mort. Et ceux qui ne s'y sont pas résolus, ont été victimes de graves dépressions. C'est l'échec d'une vie pour un traducteur chevronné et de ce niveau international. Se retrouver incapable de traduire en langage humain des borborygmes ! Alors, de là à transcrire en langage compréhensible la théorie du châtelain sur les gaz de schiste ! C'est ce qui me pousse à émettre une revendication légitime. Serait-il possible dans un proche avenir, avant le 88 février 2015, de faire authentifier par des experts les communiqués signés du Président ? C'est important de savoir si c'est bien Abdekka qui se prononce sur un dossier, qui prend une décision et l'explique à travers des porte-voix ou des textes. Dans le cas précis du gaz de schiste, je rappelle tout de même que la question est trop importante, sensible, explosive pour que l'on se contente de compter le nombre de battements de cils présidentiels et en conclure à l'exploitation ou non. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.